



## **Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/48/715  
17 décembre 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-huitième session  
Point 12 de l'ordre du jour

### **RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

#### Rapport de la Deuxième Commission (première partie)\*

Rapporteur : Irene FREUDENSCHUSS-REICHL (Autriche)

#### **I. INTRODUCTION**

1. A sa 3e séance plénière, le 24 septembre 1993, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-huitième session la question intitulée "Rapport du Conseil économique et social" et de renvoyer à la Deuxième Commission les chapitres du rapport (A/48/3)<sup>1</sup> qui ont été examinés au titre des points pertinents de l'ordre du jour (voir A/C.2/48/1).

2. La Deuxième Commission a examiné la question à ses 12e à 14e, 45e, 47e et 48e séances, les 18 et 19 octobre et 6, 10 et 13 décembre. Le débat général sur la question est reflété dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.2/48/SR.12 à 14). L'attention est également appelée sur le débat général tenu par la Commission à ses 3e à 8e séances, les 8 et 11 à 13 octobre (voir A/C.2/48/SR.3 à 8).

3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents ci-après :

a) Chapitres pertinents du rapport du Conseil économique et social pour 1993 (A/48/3)<sup>1</sup>;

b) Note du Secrétaire général sur l'action préventive et la lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (sida) (A/48/159-E/1993/59);

---

\* Le rapport sur ce point de l'ordre du jour sera publié en deux parties (voir également A/48/715/Add.1).

<sup>1</sup> Sera publié sous forme définitive dans les Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément No 3 (A/48/3/Rev.1).

c) Lettre datée du 12 mai 1993, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Zimbabwe auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/48/172);

d) Lettre datée du 28 mai 1993, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le communiqué de presse publié par le Comité ministériel permanent pour la coopération économique du Mouvement des pays non alignés à l'issue de la réunion qu'il a tenue à Bali (Indonésie) du 10 au 13 mai 1993 (A/48/182);

e) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (A/48/183 et Add.1-E/1993/74 et Add.1);

f) Rapport du Secrétaire général sur les conséquences économiques et sociales de l'établissement de colonies israéliennes dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967 et le Golan syrien (A/48/188-E/1993/78);

g) Note du Secrétaire général sur le Prix des Nations Unies en matière de population (A/48/276);

h) Lettre datée du 9 août 1993, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le Document final de la réunion du Comité ministériel permanent pour la coopération économique du Mouvement des pays non alignés, tenue à Bali du 10 au 13 mai 1993 (A/48/338);

i) Lettre datée du 24 août 1993, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies transmettant le Document final du Sommet économique tenu à Tokyo (Japon), du 7 au 9 juillet 1993 (A/48/353-S/26372);

j) Lettre datée du 6 octobre 1993, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant le communiqué de la Réunion des ministres des affaires étrangères et chefs de délégation du Mouvement des pays non alignés à la quarante-huitième session de l'Assemblée générale, tenue au Siège de l'ONU le 4 octobre 1993 (A/48/484-S/26552);

k) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance spéciale à la Namibie (A/48/498);

l) Lettre datée du 8 novembre 1993, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République dominicaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant les conclusions, décisions et déclarations adoptées par le Conseil latino-américain du Système économique latino-américain à sa dix-neuvième Réunion ministérielle ordinaire, tenue à Caracas du 25 au 29 octobre 1993 (A/48/597).

4. A la 12e séance, le 18 octobre, des déclarations liminaires ont été faites par le Secrétaire général adjoint à la coordination des politiques et au développement durable, le représentant du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, l'Administrateur assistant adjoint du Programme des Nations Unies pour le développement, le Directeur du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (bureau de New York) et le Directeur des commissions régionales (bureau de New York) (voir A/C.2/48/SR.12).

## II. EXAMEN DES PROPOSITIONS

### A. Projet de résolution A/C.2/48/L.17

5. A la 45e séance, le 6 décembre, le représentant de l'Algérie a présenté un projet de résolution intitulé "Répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien" (A/C.2/48/L.17), au nom de l'Algérie, de Djibouti, de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban, de la Malaisie, du Maroc, de la Mauritanie, du Soudan, de la Tunisie et du Yémen, auxquels se sont jointes par la suite Cuba, l'Indonésie et la République populaire démocratique de Corée. Le Liban s'est ultérieurement retiré en tant que coauteur du projet de résolution.

6. A la 47e séance, le 10 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. Ryszard Rysinski (Pologne), a fait une déclaration par laquelle il a informé la Commission des révisions apportées oralement au projet de résolution à la suite de consultations officieuses :

a) Au dernier alinéa, le mot "notamment" a été inséré avant "de la signature";

b) Au paragraphe 2, les mots "à la paix" ont été remplacés par "au développement économique et social";

c) Le paragraphe 4 qui se lisait comme suit :

"Déplore vivement les pratiques israéliennes dans le territoire palestinien et les autres territoires arabes occupés depuis 1967, notamment les confiscations de terres, l'appropriation des eaux, l'épuisement d'autres ressources économiques et le déplacement et l'expulsion de leur population;"

a été supprimé;

d) Au paragraphe 5, les mots "dépourvue de toute validité juridique" ont été remplacés par "illégal".

7. Avant l'adoption du projet de résolution, des déclarations ont été faites par les représentants du Botswana et d'Israël (voir A/C.2/48/SR.47).

8. A la même séance, la Commission a, par 113 voix contre 2, avec 13 abstentions, adopté le projet de résolution A/C.2/48/L.17 à l'issue d'un vote enregistré (voir par. 16, projet de résolution I)<sup>2</sup>. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Swaziland, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Israël, Etats-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Bélarus, Botswana, Croatie, Fédération de Russie, Kenya, Kirghizistan, Micronésie (Etats fédérés de), Nigéria, Pérou, République tchèque, Samoa, Togo, Uruguay.

9. Après l'adoption du projet de résolution, des déclarations ont été faites par les représentants de la République islamique d'Iran, de la République arabe syrienne et de la Jamahiriya arabe libyenne (voir A/C.2/48/SR.47).

B. Projets de résolution A/C.2/48/L.18 et L.90

10. A la 45e séance, le 6 décembre, le représentant de l'Algérie a présenté un projet de résolution (A/C.2/48/L.18) intitulé "Assistance au peuple palestinien", également au nom de Djibouti, de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban, de la Malaisie, du Maroc, de la Mauritanie, du Soudan, de la Tunisie et du Yémen, auxquels se sont joints par la suite l'Indonésie et le Pakistan. Le

---

<sup>2</sup> La délégation de la Mauritanie a indiqué par la suite que, si elle avait été présente lors du vote, elle aurait voté pour le projet.

Liban s'est ultérieurement retiré comme coauteur du projet de résolution, dont le texte se lit comme suit :

"L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 47/170 du 22 décembre 1992,

Consciente des effets négatifs que les politiques israéliennes ont eus sur les activités économiques et sociales du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem,

Gravement préoccupée par la destruction d'une grande partie de l'infrastructure économique et sociale du territoire palestinien occupé et par la détérioration des conditions de vie du peuple palestinien,

Considérant que le développement n'est pas possible sous un régime d'occupation,

Se félicitant de la signature à Washington, le 13 septembre 1993, par l'Organisation de libération de la Palestine et le Gouvernement israélien, de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, y compris ses annexes et le Mémoire d'accord y relatif<sup>3</sup>,

Notant, à la lumière des événements récents, les graves problèmes économiques et sociaux auxquels ont à faire face le peuple palestinien et ses dirigeants,

Consciente de la responsabilité qui incombe à la communauté internationale de fournir au peuple palestinien, d'urgence et dans tous les domaines, une assistance qui soit conforme aux priorités palestiniennes,

Notant la tenue du Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien, tenu au siège de l'UNESCO du 26 au 29 avril 1993,

Soulignant la nécessité pour les Nations Unies de participer pleinement à la mise en place de l'Autorité nationale palestinienne et de fournir une assistance très large au peuple palestinien dans tous les domaines où cela est nécessaire,

Se félicitant de la tenue de la Conférence de soutien à la paix au Moyen-Orient, tenue à Washington le 1er octobre 1993, et de la création d'une équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies pour l'appui au développement économique et social du peuple palestinien,

---

<sup>3</sup> A/48/486-S/26560, annexe.

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général<sup>4</sup>,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général;
2. Sait gré au Secrétaire général de l'activité et des efforts qu'il a rapidement déployés en vue de prêter assistance au peuple palestinien;
3. Remercie les Etats Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont fourni et continuent de fournir une assistance au peuple palestinien;
4. Se félicite des résultats de la Conférence de soutien à la paix au Moyen-Orient, tenue à Washington le 1er octobre 1993;
5. Prie instamment les Etats Membres, les institutions financières internationales du système des Nations Unies, les organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales et les organisations régionales et interrégionales, agissant en étroite coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine et par l'intermédiaire des institutions palestiniennes officielles, de fournir aussi rapidement et aussi généreusement que possible une assistance économique et sociale au peuple palestinien afin d'aider au développement du territoire palestinien;
6. Encourage l'Organisation des Nations Unies à jouer un rôle actif et de grande ampleur pour aider à la mise en application de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, y compris ses annexes et le Mémoire d'accord y relatif;
7. Lance un appel à toutes les organisations et institutions du système des Nations Unies pour qu'elles commencent immédiatement à établir une présence officielle et directe sur le territoire palestinien et intensifient leur assistance pour répondre aux besoins urgents du peuple palestinien, et leur demande de coordonner plus étroitement et plus efficacement leur action dans le cadre d'un mécanisme approprié placé sous les auspices du Secrétaire général;
8. Demande que les exportations palestiniennes bénéficient de concessions commerciales et de mesures préférentielles concrètes sur la base de certificats d'origine palestiniens;
9. Suggère au Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien d'envisager dans son programme pour 1993-1994, d'organiser un séminaire sur les besoins des Palestiniens, compte tenu de l'évolution récente de la situation;

---

<sup>4</sup> A/48/183-E/1993/74 et Add.1.

10. Prie le Secrétaire général, agissant en étroite coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine, de convoquer dès que possible une réunion des organisations et institutions du système des Nations Unies pour assurer la coordination des activités qui seront entreprises par le système des Nations Unies pour répondre de manière adéquate aux besoins du peuple palestinien, et pour mobiliser une assistance dans les domaines financier, technique et économique et autres;

11. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur l'application de la présente résolution, contenant :

a) Une évaluation de l'assistance effectivement reçue par le peuple palestinien;

b) Une évaluation des besoins restant à satisfaire et des propositions précises pour y répondre efficacement;

12. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-neuvième session une question intitulée "Assistance au peuple palestinien."

11. A la 48e séance, le 13 décembre, le Vice-président de la Commission, M. Ryszard Rysinski (Pologne), a présenté un projet de résolution (A/C.2/48/L.90), à l'issue de consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/48/L.18.

12. A la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/48/L.90 sans procéder à un vote (voir par. 16, projet de résolution II).

13. Après l'adoption du projet de résolution, des déclarations ont été faites par les représentants de la République islamique d'Iran, de la République arabe syrienne, de la Jamahiriya arabe libyenne, de la Fédération de Russie, de la Norvège et de l'Algérie (au nom des coauteurs du projet de résolution A/C.2/48/L.18) ainsi que par l'Observateur de la Palestine (voir A/C.2/48/SR.48).

14. Compte tenu de l'adoption du projet de résolution A/C.2/48/L.90, le projet de résolution A/C.2/48/L.18 a été retiré par ses auteurs.

#### Documents relatifs au rapport du Conseil économique et social

15. A sa 48e séance, le 13 décembre, sur la proposition du Président, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte des rapports au titre du point sur lequel aucun projet de proposition n'avait été présenté (voir par. 17).

### III. RECOMMANDATIONS DE LA DEUXIEME COMMISSION

16. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

PROJET DE RESOLUTION I

Répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 47/172 du 22 décembre 1992,

Prenant note de la résolution 1993/52 du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1993,

Réaffirmant le principe de la souveraineté permanente des populations sous occupation étrangère sur leurs ressources nationales,

Guidée par les principes de la Charte des Nations Unies, affirmant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et rappelant les résolutions 242 (1967) et 497 (1981) du Conseil de sécurité, en date des 22 novembre 1967 et 17 décembre 1981,

Rappelant également la résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité, en date du 1er mars 1980, et d'autres résolutions affirmant que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949<sup>5</sup>, est applicable au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

Consciente des répercussions économiques et sociales graves et négatives des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé par Israël depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien,

Se félicitant du processus de paix au Moyen-Orient engagé à Madrid, et notamment de la signature, à Washington le 13 septembre 1993<sup>6</sup>, par l'Organisation de libération de la Palestine et le Gouvernement israélien de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, y compris ses annexes et le Mémoire d'accord y relatif,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général<sup>7</sup>;
2. Réaffirme que les colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés depuis 1967 sont illégales et qu'elles constituent un obstacle au développement économique et social;

---

<sup>5</sup> Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No 973.

<sup>6</sup> A/48/486-S/26560, annexe.

<sup>7</sup> A/48/188-E/1993/78.



3. Est consciente des répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé par Israël depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien;

4. Réaffirme le droit inaliénable du peuple palestinien et de la population du Golan syrien sur leurs ressources naturelles et toutes leurs autres ressources économiques, et considère toute violation de ce droit comme illégale;

5. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

## PROJET DE RESOLUTION II

### Assistance au peuple palestinien

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 47/170 du 22 décembre 1992,

Se félicitant de la signature à Washington, le 13 septembre 1993, par l'Organisation de libération de la Palestine et le Gouvernement israélien, de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, y compris ses annexes et le Mémoire d'accord y relatif<sup>8</sup>,

Gravement préoccupée par les difficultés économiques et les problèmes d'emploi auxquels le peuple palestinien est en butte dans tout le Territoire occupé,

Sachant qu'il importe d'améliorer l'infrastructure économique et sociale du Territoire occupé et les conditions de vie du peuple palestinien,

Considérant que le développement est difficile sous un régime d'occupation et qu'un climat de paix et de stabilité contribuera le mieux à le favoriser,

Notant, à la lumière des événements récents, les graves problèmes économiques et sociaux auxquels ont à faire face le peuple palestinien et ses dirigeants,

Consciente qu'il est urgent d'apporter une assistance internationale au peuple palestinien, compte tenu des priorités palestiniennes,

Notant la tenue au siège de l'UNESCO, du 26 au 29 avril 1993, du Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien,

Soulignant qu'il importe que les organismes des Nations Unies participent pleinement à la mise en place d'institutions palestiniennes et apportent une assistance très large au peuple palestinien,

---

<sup>8</sup> A/48/486-S/26560, annexe.

Se félicitant de la tenue à Washington, le 1er octobre 1993, de la Conférence de soutien à la paix au Moyen-Orient, ainsi que de la création d'une équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies pour l'appui au développement économique et social du peuple palestinien,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général<sup>9</sup>,

1. Prend note du rapport du Secrétaire général;
2. Sait gré au Secrétaire général de l'activité et des efforts qu'il a rapidement déployés en vue de prêter assistance au peuple palestinien;
3. Remercie les Etats Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont apporté et continuent d'apporter une assistance au peuple palestinien;
4. Se félicite des résultats de la Conférence de soutien à la paix au Moyen-Orient, tenue à Washington le 1er octobre 1993;
5. Prie instamment les Etats Membres, les institutions financières internationales, les organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales et les organisations régionales et interrégionales, agissant en étroite coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine et par l'intermédiaire des institutions palestiniennes officielles, d'apporter aussi rapidement et aussi généreusement que possible une assistance économique et sociale au peuple palestinien afin d'aider au développement de la Rive occidentale et de Gaza;
6. Considère que l'Organisation des Nations Unies peut apporter une contribution bénéfique en aidant activement à la mise en application de la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, y compris ses annexes et le Mémoire d'accord y relatif;
7. Lance un appel aux organisations et institutions compétentes du système des Nations Unies pour qu'elles intensifient l'assistance qu'elles apportent afin de répondre aux besoins urgents du peuple palestinien et qu'elles améliorent la coordination grâce à un mécanisme approprié placé sous les auspices du Secrétaire général;
8. Demande instamment aux Etats Membres d'ouvrir leurs marchés aux exportations en provenance de la Rive occidentale et de Gaza aux conditions les plus favorables, conformément aux règles commerciales appropriées;
9. Suggère, compte tenu de l'évolution récente de la situation, qu'un séminaire sur les besoins des Palestiniens dans les domaines du commerce et des investissements soit tenu en 1993/94 sous les auspices de l'instance compétente des Nations Unies;
10. Prie le Secrétaire général d'assurer la coordination des activités que le système des Nations Unies entreprendra pour répondre de manière adéquate aux

---

<sup>9</sup> A/48/183-E/1993/74 et Add.1.

besoins du peuple palestinien et de mobiliser une assistance financière, technique et économique, entre autres;

11. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-neuvième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur l'application de la présente résolution, contenant :

a) Une évaluation de l'assistance effectivement reçue par le peuple palestinien;

b) Une évaluation des besoins restant à satisfaire et des propositions précises concernant les mesures à prendre pour y répondre efficacement;

12. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-neuvième session une question intitulée "Assistance au peuple palestinien".

\* \* \*

17. La Deuxième Commission recommande également à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision ci-après :

#### PROJET DE DECISION

##### Documents relatifs au rapport du Conseil économique et social

L'Assemblée générale décide de prendre note des documents ci-après :

a) Chapitres pertinents du rapport du Conseil économique et social pour 1993<sup>10</sup>;

b) Note du Secrétaire général sur l'action préventive et la lutte contre le syndrome d'immunodéficience acquise (sida)<sup>11</sup>;

c) Note du Secrétaire général sur le Prix des Nations Unies en matière de population<sup>12</sup>;

d) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance spéciale à la Namibie<sup>13</sup>.

-----

---

<sup>10</sup> Sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément No 3 (A/48/3/Rev.1).

<sup>11</sup> A/48/159-E/1993/59.

<sup>12</sup> A/48/276.

<sup>13</sup> A/48/498.